

FÉDÉRATION GÉNÉRALE FORCE OUVRIÈRE  
BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS - BOIS -  
PAPIER-CARTON  
MATÉRIAUX - CÉRAMIQUE

REVUE DE PRESSE SEMAINE 6/09

1





1. Environ 45.000 chômeurs de plus à l'ANPE en décembre
2. France : environ 45.000 chômeurs de plus en décembre
3. France : le nombre de chômeurs a augmenté de 11,4% en 2008
4. Indemnisation du chômage : la CGC ne bloque pas l'accord
5. Fillon exclut à nouveau une relance de la consommation
6. La France a enregistré 217.000 chômeurs supplémentaires en 2008
7. Plan de relance français : le gouvernement présente 1.000 projets
8. Crédits immobiliers : les taux baissent rapidement
9. Obama : pas plus de 500.000 dollars pour les patrons des entreprises aidées
10. Eiffage: activité 2008 en hausse de 5%, en baisse au 4ème trimestre
11. Intervention de Sarkozy: la taxe professionnelle supprimée en 2010 MINUTE PAR MINUTE Pour les syndicats, Nicolas Sarkozy n'a rien annoncé "de concret"
12. La CGT déçue par Sarkozy: le Medef "mène huit milliards à zéro"
13. « Il faut que les salariés maintiennent la pression »
14. Pouvoir d'achat : Nicolas Sarkozy fera des propositions aux syndicats
15. Eiffage en baisse, la croissance a ralenti au quatrième trimestre

## **Environ 45.000 chômeurs de plus à l'ANPE en décembre**

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a encore progressé de 45.000 environ en décembre 2008, a confirmé lundi la ministre de l'Economie et de l'Emploi Christine Lagarde sur France 2.

Précisant que le chiffre exact, "à l'unité près", serait annoncé "en fin de journée", elle a indiqué que c'était "autour de 45.000".

Cela porterait la hausse du nombre d'inscrits à l'ANPE à plus de 200.000 sur l'ensemble de l'année 2008.

Le chiffre avait filtré dimanche soir sur la chaîne d'information LCI et vendredi, Mme Lagarde avait prévenu que "le chiffre du chômage en France serait, comme dans les autres pays, mauvais".

Interrogée pour savoir si la hausse allait continuer, Mme Lagarde n'a pas répondu. "La priorité absolue, c'est de lutter contre le chômage et de sauvegarder au maximum les emplois", a-t-elle dit, citant l'exemple de l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux, menacée depuis 2007 et qui "ne fermera pas" grâce à la reprise d'une société allemande.

Chez Ford, "tous les emplois seront sauvés", a-t-elle affirmé.

Ailleurs, "il va falloir la même énergie, malheureusement dans un temps plus court, car la crise internationale frappe fort et il faut absolument qu'on arrive à se mobiliser. C'est ce que fait le gouvernement", a dit Mme Lagarde.

En novembre, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE en catégorie 1 qui sert de baromètre officiel depuis 1995, avait bondi de 64.000 à 2.068.500, augmentant de 3,2% par rapport à octobre et de 8,5% sur un an.

Le nombre de chômeurs en catégorie 1 est repassé en octobre au-dessus de la barre symbolique des deux millions, pour la première fois depuis avril 2007.

La catégorie 1 ne retient que les personnes à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée.

La publication des chiffres de décembre, qui devait intervenir jeudi, avait été reportée en raison d'une grève des statisticiens qui protestent contre un projet de délocalisation à Metz qui, selon eux, va démanteler leur service et nuire au débat démocratique.

Les échos 2 février 2009

## **France : environ 45.000 chômeurs de plus en décembre**

Avec l'estimation divulguée ce matin par Christine Lagarde, la ministre de l'Economie, la France comptait 2,11 millions de personnes au chômage au 31 décembre 2008. La hausse de décembre est la huitième consécutive.

"Environ 45.000". Christine Lagarde, la ministre de l'Economie, vient de confirmer les informations qui couraient dans les médias sur la hausse du nombre de chômeurs en décembre - les statistiques officielles ne seront connues qu'en fin de journée.

S'il est inférieur aux 64.000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1 enregistrés en novembre, il demeure toutefois à un niveau très élevé. Qui plus est, ces chiffres montrent à quel point la situation s'est détériorée en fin d'année : sur les deux derniers mois de 2008, on dénombre plus de 100.000 chômeurs supplémentaires, alors que sur l'ensemble de l'année 2008, plus de 200.000 personnes sont venues garnir les rangs des personnes rentrant dans cette catégorie.

Au total, l'économie française comptait quelque 2,11 millions de personnes au chômage en fin d'année dernière, après huit mois consécutifs de hausse.

Les statistiques du chômage ne sont qu'une manifestation parmi d'autres de la conjoncture très dégradée de l'économie française. François Fillon l'a d'ailleurs reconnu ouvertement. Dans un entretien au "Monde", le Premier ministre annonce une révision très prochaine des prévisions gouvernementales de croissance. *"Les institutions internationales et les conjoncturistes ont tous revu à la baisse leur prévision. Nous allons réajuster les nôtres, mais nous attendons d'en savoir un peu plus sur le premier trimestre et sur l'évolution de la situation aux Etats-Unis"*. Christine Lagarde a aussi admis ce matin que la France *"sera certainement en récession à un moment quelconque"*, après une croissance négative au quatrième trimestre 2008 et un premier trimestre 2009 qui *"ne sera pas bon non plus"*.

Le gouvernement français tablait jusqu'à présent sur une croissance du produit intérieur brut comprise entre 0,2% et 0,5% en 2009. Loin des dernières prévisions du Fonds monétaire international (-1,9% cette année) et de la Commission européenne (-1,8%).

Le chef du gouvernement est aujourd'hui à Lyon pour dévoiler la liste des 1.000 projets censés relancer l'activité et l'emploi. L'exécutif en attend 1,3 point de croissance supplémentaire. Alors que les textes législatifs ont été définitivement adoptés juste avant le week-end, le gouvernement entend répondre aux grandes manifestations de jeudi dernier par des mesures concrètes.

Les échos 2 février 2009

### **France : le nombre de chômeurs a augmenté de 11,4% en 2008**

Bercy a confirmé lundi l'augmentation de 45.800 chômeurs sur le seul mois de décembre. La France compte 2.114.300 chômeurs. La hausse touche aussi bien les hommes (+16,3%), les femmes (+6,4%), les jeunes (+19,5%) ou les 50 ans et plus (+8,8%).

Le nombre de demandeurs d'emplois à plein temps et à durée indéterminée (catégorie 1) en France a augmenté de 11,4% sur l'année 2008 et de 2,2% (45.800 personnes) au seul mois de décembre, à 2.114.300, selon les données détaillées communiquées par le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (Minife). La publication confirme ainsi le chiffre d'environ 45.000 chômeurs de plus délivré par Christine Lagarde lundi matin.

La hausse touche aussi bien les hommes (+16,3%), les femmes (+6,4%), les jeunes (+19,5%) ou les 50 ans et plus (+8,8%). Sur l'ensemble de 2008, la hausse du nombre d'inscrits à l'agence nationale pour l'emploi (ANPE), devenue Pôle emploi, atteint 217.000.

Ces chiffres ne rendent que plus nécessaire le plan de relance du gouvernement, a réagi Christine Lagarde. Le plan "privilégie le soutien à l'investissement parce que l'activité des entreprises est la meilleure garantie contre le chômage", "vient en appui aux secteurs les plus exposés à la crise" et "soutient les revenus des ménages les plus modestes grâce à la prime de solidarité active", explique Bercy. François Fillon a de nouveau exclu une relance par la consommation lundi, en présentant les "1.000 projets" concrets du plan gouvernemental.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1, qui était repassé au-dessus de la barre des 2 millions de personnes en octobre, enregistre ainsi son huitième mois consécutif de hausse. Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories 1 à 6, une définition plus proche de la notion de chômeurs retenue par le Bureau international du travail (BIT) et Eurostat, l'organisme européen chargé des statistiques, a quant à lui augmenté de 2,1% en décembre pour s'établir à 2.539.800 personnes. Il s'inscrit en hausse de 8,2% sur un an.

Les chiffres de l'emploi publiés mensuellement par le gouvernement ne comprennent pas d'indication du taux de chômage au sens du BIT, lequel est publié par l'Insee sur une base trimestrielle. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,1 point à 7,3% en France métropolitaine au troisième trimestre 2008 et a atteint 7,7% en incluant les départements d'Outre-mer, selon des données provisoires publiées le 4 décembre par l'Insee et qui marquaient la première hausse depuis le début 2006. Les chiffres du quatrième trimestre seront publiés le 5 mars.

Dans sa note de conjoncture publiée en décembre, l'Insee prévoit un taux de chômage à 8,0% à la fin juin, qui effacerait l'amélioration des deux dernières années. En Allemagne, l'Office fédéral du travail a fait état jeudi d'une augmentation de 56.000 du nombre de chômeurs à 3.489.000 en données brutes, portant le taux de chômage à 7,8%.

### **Indemnisation du chômage : la CGC ne bloque pas l'accord**

La CFE-CGC a renoncé lundi à s'opposer formellement au texte négocié avant Noël entre syndicats et patronat, qu'elle n'a pas signé. Elle laisse ainsi ses chances à une application de l'accord, signé par la seule CFDT.

La CFE-CGC a renoncé lundi à s'opposer au projet d'accord sur l'assurance chômage, qu'elle n'a pas signé, laissant ainsi ses chances à une application du texte négocié avant Noël entre syndicats et patronat, selon un membre du comité directeur de la centrale des cadres.

Depuis plusieurs jours, le patronat travaillait à convaincre la CGC de ne pas bloquer l'accord, évitant ainsi que la centrale ne joigne son veto sur l'accord Unedic à celui de la CGT et de FO.

### **Fillon exclut à nouveau une relance de la consommation**

Le Premier ministre a lancé à Lyon la phase concrète du plan de relance, autour de "mille projets", et a justifié la priorité donnée à l'investissement. Le chef du gouvernement a admis une prochaine révision des prévisions de croissance 2009.

"Certains regrettent que nous n'ayons pas fait le choix d'une relance par la consommation, mais l'urgence est de faire tourner la machine économique de la France", a martelé lundi François Fillon. Il serait irresponsable de choisir une autre politique, qui augmenterait la dette du pays sans améliorer ses infrastructures et doper sa productivité en fin de période, a estimé en substance le Premier ministre dans son discours sur la relance, à Lyon, justifiant ainsi la priorité donnée à une relance par l'investissement, choix contesté par les syndicats et par l'opposition.

Le chef du gouvernement a lancé lundi "la phase concrète" du plan de relance avec notamment 1.000 chantiers retenus "pour dynamiser" l'économie et a appelé les Français "à se serrer les coudes", à l'issue d'un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT) qui réunissait à Lyon les deux tiers du gouvernement. "Il n'y aura pas de tournant de la politique économique et sociale", indique encore François Fillon dans un entretien au Monde daté de lundi, ajoutant plus loin que "cela n'empêche évidemment pas qu'il y ait place pour le dialogue et la concertation."

Sur les 26 milliards du plan de relance votés la semaine dernière "pour dynamiser l'activité nationale", plus d'un tiers (11 milliards) seront ainsi destinés à améliorer la trésorerie des entreprises, souvent étranglées par la crise. 11 autres milliards seront "des opérations financées par le budget de l'Etat".

Ainsi, 870 millions d'euros seront consacrés à 149 chantiers d'infrastructures de transports et 731 millions à l'enseignement supérieur et à la recherche. Enfin, 4 milliards seront investis directement par les entreprises publiques, a précisé le chef du gouvernement. Au total, selon le ministre de la relance Patrick Devedjian, environ 10 milliards d'euros sur les 26 milliards seront directement injectés, "dès cette semaine" dans les 1.000 projets retenus pour bénéficier des investissements publics. Selon le Premier ministre, ces projets ont "un fort impact économique et social", sont "prêts à démarrer tout de suite" et sont répartis "sur tout le territoire national". Le plan - consulter la répartition en détail des 26 milliards - anticipera sur 2009 et 2010 des crédits qui auraient normalement dus être octroyés sur dix ans.

A Lyon, le chef du gouvernement a admis que la France "n'est pas à l'écart" du ralentissement économique mondial, laissant à son tour augurer l'annonce prochaine d'un recul du produit intérieur brut (PIB) français en 2009. L'Insee doit publier le 13 février les chiffres officiels de l'économie au 4e trimestre 2008. Selon l'entourage de Christine Lagarde, qui a dit lundi qu'elle serait "très étonnée (que la France) ait une croissance positive en 2009", ils devraient indiquer un recul d'"au moins 1%" du PIB. La ministre de l'économie a par ailleurs dévoilé lundi que la France comptait en décembre "environ" 45.000 chômeurs de plus. Le gouvernement table jusqu'à présent sur une croissance du PIB comprise entre 0,2% et 0,5% en 2009. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend en revanche à une baisse du PIB de la France de 1,9%, et la Commission européenne prévoit de son côté une baisse du PIB de 2% pour la zone euro et d'1,8% pour la France.

"L'ensemble de la zone euro sera en croissance négative en 2009", a reconnu François Fillon, avant de souligner que "les Etats-Unis sont en récession depuis un an" et que "la croissance mondiale est divisée par deux". "C'est le contexte dans lequel nous vivons et avec lequel nous devons faire", a-t-il dit: "Ce que nous espérons, c'est que les mesures que nous sommes en train de prendre permettront à la France d'être dans une perspective meilleure que ces prévisions-là". (source AFP)

La tribune 2 février 2009

### **La France a enregistré 217.000 chômeurs supplémentaires en 2008**

Fin décembre, le nombre de chômeurs supplémentaires (de catégorie 1) a progressé de 45.800 sur un mois et de 217.000 sur un an.

Christine Lagarde, ministre de l'Economie, avait prévenu que les chiffres du chômage français pour décembre seraient mauvais. De fait, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 a augmenté de 2,2% (soit 45.800 nouveaux inscrits) au mois dernier, en données corrigées des variations saisonnières (et de 3,3 % pour les hommes et de 1% pour les femmes). En novembre, il avait bondi de 64.000.

Fin décembre, ce sont ainsi 2,114 millions de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée déterminée) qui étaient comptabilisés.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 est en hausse de 11,4% (16,3 % pour les hommes et 6,4% pour les femmes), soit quelque 217.000 chômeurs supplémentaires.

### **Plan de relance français : le gouvernement présente 1.000 projets**

Le Premier ministre, François Fillon, a présenté ce lundi le plan de relance de 26 milliards d'euros de l'économie française. L'Etat va lancer 1.000 projets différents pour tenter de relancer la croissance.

A l'occasion d'un Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT) à Lyon, le Premier ministre, François Fillon, a révélé les détails du plan de relance de l'économie française, annoncé le 4 décembre par le président de la République et adopté définitivement la semaine dernière par le Parlement.

Le CIACT a validé la répartition territoire par territoire de plus de 1.000 opérations prêtes à être lancées en 2009. Les crédits affectés à ces opérations devront être consommés pour les trois quarts au moins au cours de l'année 2009. "Les projets qui accuseraient du retard ne pourraient plus bénéficier des conditions et du financement public prévus au titre du plan de relance", précise le communiqué de Matignon.

7

Les investissements prévus vont de la mise en sécurité des UFR médicales des facultés Paris V et Paris VI, à la construction d'une bibliothèque universitaire à Brest pour le volet enseignement supérieur. Diverses restaurations de monuments partout en France sont également prévues, ainsi que la création du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem) à Marseille.

Dans le domaine de la justice, plusieurs maisons d'arrêt et tribunaux vont bénéficier de travaux d'aménagement. Les installations militaires ne devraient pas être oubliées et d'importants travaux d'infrastructures routières et ferroviaires sont prévus. Enfin, le logement social et la rénovation urbaine vont occuper une large part du plan de relance.

L'un des principaux objectifs affichés est de générer de l'emploi. Selon Patrick Devedjian, le volet logement du projet devrait permettre "la création ou le maintien de 120.000 emplois". Au total, le plan de relance "devrait générer 1,3 point de croissance en plus" en France, grâce à "un effet d'entraînement" des investissements publics, d'après le gouvernement. Une prévision à prendre avec prudence, jusque là, le chiffre avancé par les autorités était de un point supplémentaire.

Dans le détail, le plan de relance comprend :

#### **un programme d'investissement public**

- 870 millions d'euros d'investissement seront consacrés aux infrastructures avec un total de 149 opérations : un montant total de 400 M€ sera consacré à la rénovation et à la modernisation du réseau routier. 300 M€ seront dédiés à l'accélération d'opérations de développement du réseau ferroviaire et 170 M€ seront mobilisés pour des actions d'entretien et de modernisation du réseau fluvial et portuaire.

Il faut ajouter à ces fonds prévus pour les infrastructures 4 milliards d'euros d'investissements qui seront réalisés par les grandes entreprises publiques (EDF, GDF-Suez, RATP, SNCF, La Poste).

- 731 millions d'euros seront consacrés à l'enseignement supérieur et à la recherche pour accélérer le démarrage de l'opération campus sur 12 sites, pour rénover plus de 100 établissements d'enseignement supérieur et 10 centres de recherche, accélérer la réalisation de plus de 80 projets inclus dans les contrats Etat-Régions, rénover des logements étudiants et accélérer le développement de 15 très grandes infrastructures de recherche.

- 620 millions d'euros seront destinés à la rénovation du patrimoine culturel et de l'immobilier de la justice et de la défense pour rénover notamment 163 établissements pénitentiaires, faire des travaux de rénovation et d'accessibilité dans 40 tribunaux, pour la construction anticipée de treize quartiers de courte peine et la restauration de plus de 70 grands monuments et de plus de 50 cathédrales.

## **un soutien à l'investissement via des mesures à destination des collectivités territoriales**

- 2,5 milliards d'euros seront destinés au Fonds de compensation de la TVA 2008 pour être versés dès 2009, au lieu du terme normal de 2010, pour soutenir les collectivités qui s'engagent à augmenter en 2009 leurs dépenses réelles d'équipement. Les petites collectivités qui le souhaiteront seront aidées à se doter d'écoles numériques interactives.
- par ailleurs, 8 milliards d'euros sont mobilisés sous forme de prêts sur fonds d'épargne de la caisse des dépôts et consignations en faveur de grands projets (LGV, énergies renouvelables, projets universitaires, transports en commun en site propre), à destination des collectivités porteuses de projets ou des sociétés de projets de partenariat public-privé.

8

## **un soutien à l'emploi et aux territoires en difficulté**

- une action spécifique en faveur des PME sera menée : 575 millions d'euros seront apportés à OSEO Garantie afin de couvrir 4 milliards d'euros de prêts supplémentaires, 25 millions d'euros sont apportés à la SIAGI pour son action de soutien aux commerçants et aux artisans et 700 millions d'euros sont consacrés à l'aide à l'embauche dans les très petites entreprises.
- il est prévu la mise en place d'un accompagnement dédié aux mutations économiques dans les territoires en difficulté : l'indemnisation du chômage partiel est augmentée et un meilleur accompagnement des salariés licenciés économiques est mis en place via les conventions de reclassement personnalisé. Le nombre de bassins d'emploi concernés par les contrats de transition professionnelle passera de 7 à 25.

## **un effort en faveur du logement et de la solidarité**

- soutien à la construction et à l'accession sociale à la propriété : 340 millions d'euros seront consacrés à un programme exceptionnel de construction de 100 000 logements sociaux et intermédiaires supplémentaires sur deux ans. Le prêt à 0% sera doublé en 2009 pour l'achat de logements neufs par les primo accédants. Une aide supplémentaire et exceptionnelle de l'Etat pour l'accession sociale de 50 millions d'euros est mise en place pour aider les collectivités locales à réaliser des opérations en "Pass-Foncier".
- rénovation urbaine : la réalisation du programme national de rénovation urbaine (PNRU) sera accélérée par un abondement de 350 millions d'euros pour des engagements supplémentaires à destination de projets gelés jusqu'alors pour des raisons financières.
- lutte contre la précarité énergétique, l'habitat indigne ou très dégradé : les aides de l'ANAH toucheront 80.000 logements supplémentaires pour une enveloppe de 100 millions d'euros afin d'améliorer la performance énergétique, 50 millions d'euros supplémentaires sont destinés à aider les copropriétés en difficulté et 50 millions d'euros permettront d'accélérer des opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
- amélioration de la qualité globale du parc d'hébergement : 80 millions d'euros seront investis pour la modernisation du parc. 53 millions d'euros seront dédiés au renforcement du dispositif de veille sociale et d'hébergement.
- création d'une Prime de solidarité active (PSA) : elle mobilisera 760 millions d'euros à destination de 3,8 millions de ménages à revenus modestes répondant aux conditions d'attribution, ce qui équivaudra à 200 euros par foyer concerné.

Les échos 2 février 2009

### **Crédits immobiliers : les taux baissent rapidement**

Les taux d'intérêt des emprunts immobiliers en France ont enregistré en deux mois (de novembre 2008 à janvier 2009) un recul de 37 points de base, une baisse qui n'avait pas été aussi rapide depuis 1993, indique l'Observatoire mensuel Crédit Logement/CSA publié lundi. Pour le mois de janvier 2009, les taux moyens du secteur concurrentiel s'établissent à 4,78% contre 4,99% en décembre 2008 et 5,15% en novembre, selon cette étude. Le 27 janvier, Crédit Logement avait indiqué, selon des chiffres provisoires, que les taux des prêts s'étaient établis en moyenne en janvier à 4,81% alors que le taux définitif est de 4,78% (4,72 % pour l'accession à la propriété dans le neuf et 4,75% pour l'accession dans l'ancien). La durée des prêts continue de se réduire, à 215 mois (soit 17 ans et 11 mois) en janvier 2009 contre 218 mois au quatrième trimestre 2008.

La baisse du coût relatif moyen des opérations réalisées a aussi été rapide: 3,60 années de revenus en octobre 2008, contre 3,97 années 18 mois plus tôt, revenant à son niveau du printemps 2005. Pour Crédit Logement, il semble désormais stable car il est de 3,65 années en janvier 2009.

Malgré cette baisse des taux, l'année 2009 devrait enregistrer une nouvelle chute des crédits immobiliers avec un total compris entre 120 et 130 milliards d'euros, ce qui dans ce dernier cas ramènerait la distribution de crédits au niveau de l'année 2004, selon une étude de l'Observatoire de la production de crédits immobiliers (OPCI) publiée la semaine dernier. La distribution de crédits immobiliers a déjà fortement reculé en France en 2008, avec un total de 140 milliards d'euros, soit une baisse de 17,3% par rapport à 2007, selon cette étude de OPCI.

Les échos 4 février 2009

### **Obama : pas plus de 500.000 dollars pour les patrons des entreprises aidées**

La mesure concerne essentiellement les banques, dont beaucoup ne pourraient survivre à la crise sans l'aide de fonds publiques. C'est un rude coup porté à Wall Street. La restriction affectera les hauts dirigeants de ces entreprises mais l'administration Obama promet de travailler à limiter la culture du bonus à court terme.

Une semaine environ après l'annonce que les établissements de Wall Street verseraient, malgré la crise, quelque 20 milliards de dollars de bonus à leurs cadres au titre de l'exercice 2008, le président américain Barack Obama a décidé de prendre une mesure exceptionnelle limitant à 500.000 dollars le salaire des plus hauts dirigeants des entreprises bénéficiaires de fonds publics pour survivre à la crise économique.

La mesure concerne essentiellement le secteur bancaire, emporté par la tourmente de la crise du subprime, puis du crédit en général, puis la crise économique.

*"Tous ensemble, nous devons prendre nos responsabilités, a déclaré le président. Et cela inclut les dirigeants des grandes banques qui se sont tournés vers le peuple américain, en faisant la quête, lorsqu'ils avaient des problèmes, et ce alors même qu'ils se versaient à eux-mêmes leurs habituels bonus plantureux. Comme je l'ai dit la semaine dernière, c'est le summum de l'irresponsabilité. C'est honteux."*

Si ces cadres reçoivent un complément de salaires en plus de ces bonus, cela devra être sous la forme d'actions, qui ne seront effectivement dans leurs mains que lorsque le contribuable américain aura été remboursé de son assistance, ont expliqué Barack Obama et son secrétaire au Trésor Timothy Geithner.

Un salaire de 500.000 dollars risque de paraître extrêmement faible aux dirigeants des grandes banques américaines. Kenneth Lewis, le patron de Bank of America, a gagné 20 millions en 2007, dont 6 millions en salaires et le reste en bonus. Au haut de la bulle qui vient d'éclater, les patrons de Lehman Brothers, Morgan Stanley et Goldman Sachs ont gagné entre 50 et 100 millions de dollars certaines années. Richard Wagoner, patron de General Motors, a touché un salaire de 1,6 million. L'automobile est l'autre grand secteur d'activité qui risque d'être touché par cette mesure, certains constructeurs américains ayant expliqué ne pas pouvoir survivre sans des aides d'Etat.

Pour les critiques du type de mesures prises aujourd'hui par Obama, limiter les salaires va éloigner les meilleurs cadres du secteur bancaire au moment où le pays en a le plus besoin.

Les entreprises recevant des aides d'Etat devront justifier - aux contribuables et à leurs actionnaires - ainsi que révéler au public tous les avantages en nature qu'ils versent à leurs hauts dirigeants, a expliqué le président, qui a précisé vouloir mettre fin aux généreuses compensations reçues par les PDG lorsqu'ils sont licenciés. *"Nous enlevons l'air sous les parachutes dorés,"* a-t-il dit.

Obama a ajouté que cette mesure, qui n'affectera pas les salaires et émoluments déjà versés, n'était que le premier pas d'un effort de long terme visant à aligner les intérêts économiques des salariés des entreprises avec ceux de leur établissement et même avec ceux de l'économie. Beaucoup d'experts pointent du doigt la culture des bonus et estiment que c'est elle qui a conduit à des prises de risques excessives par les banques ces dernières années.

Pour Obama, il s'agit à l'évidence de répondre à ce que le président américain décrit comme *"la colère des contribuables"* quand ils voient que, dans le contexte d'une grave crise économique, ils doivent mettre la main à la poche pour des groupes dont on leur décrit la survie comme essentielle, mais qui continuent à verser des primes considérables à leurs dirigeants. *"Ce qui scandalise les gens, à juste titre, c'est qu'on récompense des dirigeants pour leur échec, surtout quand c'est le contribuable qui subventionne la récompense"* a-t-il expliqué aujourd'hui, tout en notant qu'*"en Amérique (...), la richesse n'est pas dénigrée."* Sous-entendu, lorsqu'elle est méritée.

*"Si le contribuable vous aide, vous avez certaines responsabilités, dont celle de ne pas vivre comme un nabab"*, a jugé mardi le président américain. *"Nous venons d'apprendre que certaines personnes continuent à toucher d'énormes primes bien qu'elles reçoivent l'argent du contribuable, et je crois que cela rend l'opinion publique furieuse"* s'était-il indigné il y a quelques jours.

Jeudi dernier, Barack Obama avait jugé "honteux" le montant des bonus de Wall Street. Il s'était emporté - comme jamais depuis qu'il est président - contre les primes "honteuses" que les sociétés de Wall Street ont continué à verser à leurs employés en 2008 alors que le secteur financier bénéficiait de l'aide fédérale et en particulier d'un plan de 700 milliards de dollars lancé sous son prédécesseur George W. Bush.

Ce plan visait à stabiliser et relancer le système financier pour que le crédit circule à nouveau, et que reprennent l'investissement et la consommation. Mais les règles dont l'administration républicaine l'avait assorti étaient beaucoup moins restrictives que le plafond annoncé aujourd'hui.

La question de nouvelles *"règles de conduite"* se posait désormais avec d'autant plus d'acuité que la première tranche, seulement, du fonds de 700 milliards a été allouée, que l'utilisation faite de cet argent est très contestée et que l'administration réfléchit à la manière d'utiliser la deuxième tranche, voire à la nécessité de demander plus d'argent.

Barack Obama a par ailleurs indiqué aujourd'hui que le Trésor annoncerait la semaine prochaine une nouvelle stratégie pour relancer le système financier et faire à nouveau circuler le crédit. (Source AFP)

Le moniteur 5 février 2009

### **Eiffage: activité 2008 en hausse de 5%, en baisse au 4ème trimestre**

En France, le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 10,7 milliards d'euros (+ 5,3% et + 3,1% en croissance organique) et à 2,4 milliards d'euros en Europe, soit une augmentation de 5,7 % (-4,4 % à périmètre constant).

Eiffage a enregistré une croissance de 5% de son chiffre d'affaires en 2008, à 13,2 milliards d'euros, mais a subi un recul de son activité sur les trois derniers mois de l'année, a-t-il annoncé jeudi 5 février dans un communiqué. Pour le seul quatrième trimestre, le chiffre d'affaires (3,316 milliards) a baissé de 7,6% (-7,1% à périmètre constant) par rapport au trimestre correspondant de 2007, ajoute le communiqué.

11

Au 1er janvier 2009, le carnet de commandes atteignait 10,4 milliards d'euros, en hausse de 6,1% sur un an, pour représenter "dix mois d'activité des branches travaux", a précisé le groupe.

En France, le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 10,7 milliards d'euros (+ 5,3% et + 3,1% en croissance organique) et à 2,4 milliards d'euros en Europe, soit une augmentation de 5,7 % (-4,4 % à périmètre constant).

Dans les activités travaux, le chiffre d'affaires croît de 5,5% pour atteindre 11,4 milliards d'euros sur l'année entière.

### **Concessions**

Pour le domaine des concessions, le trafic sur le réseau d'APRR (Autoroutes Paris-Rhin-Rhône), mesuré en nombre de kilomètres parcourus, a subi en 2008 une baisse de 1,2% par rapport à 2007, dont -0,8% pour les véhicules légers (VL) et -3,3% pour les poids lourds (PL). Le chiffre d'affaires consolidé d'APRR s'établit à 1,83 milliard d'euros pour l'année 2008, contre 1,80 milliard en 2007, soit une progression de 1,7%.

Sur le viaduc de Millau, le trafic a progressé de 3,0% sur l'année (+2,6% pour les VL, +8,1% pour les PL) et les recettes de péage de 8,9%, pour atteindre 31 millions d'euros. Eiffage présentera ses résultats pour l'année 2008 le 26 février, et donnera à cette occasion ses perspectives d'activité pour 2009.

Ouest-France 5 février 2009

### **Intervention de Sarkozy: la taxe professionnelle supprimée en 2010 MINUTE PAR MINUTE**

Suppression de la taxe professionnelle

Constatant que seule la France parmi ses voisins a la taxe professionnelle, Nicolas Sarkozy a annoncé ce soir à la télévision qu'il "supprimera la taxe professionnelle en 2010", afin de "garder les usines en France".

Réduire des échelons territoriaux

Communes, communauté de communes, départements, régions, État, Europe... sans compter les Pays ou les Sros. Selon le Président, il y a des échelons en trop en France. "Il faut alléger cela", assure le chef de l'État qui n'a pas dit lequel.

La règle des trois tiers.

Nicolas Sarkozy déclare avoir toujours été favorable à la règle des trois tiers: 33% pour les salariés, 33% pour les actionnaires, 33% pour investir. Une déclaration faite au moment, où le thème du partage des profits et du plafonnement des bénéfices était sur la table.

Augmenter les allocations familiales.

Nicolas Sarkozy a l'intention de proposer "plusieurs pistes" pour "aider la classe moyenne (...) plutôt le bas de la classe moyenne", lors de sa rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février. Parmi ces options, il proposera de "supprimer la première tranche de l'impôt sur le revenu, à 5%". Il posera également la question d' "augmenter les allocations familiales", soit pour toutes les familles, soit pour celles de plus de trois enfants. Il envisagera enfin, pour les personnes âgées seules où les mères seules qui travaillent, des "chèques emploi services payés par l'Etat". Il n'a toutefois pas dit laquelle, où lesquelles, de ces mesures il privilégie: "Je ne trancherai pas" a-t-il déclaré, avant de rencontrer les organisations syndicales.

Première annonce: mieux indemniser le chômage partiel.

Le Chef de l'État va réunir les organisations syndicales le 18 février prochain. Il mettra notamment sur la table la question d'une meilleure indemnisation du chômage partiel, qui pour le moment est indemnisé à hauteur de 60%.

"Le pari d'une relance par l'investissement"

Constatant que la France accumule "entre 40 000 et 50 000 " chômeurs en plus par mois, Nicolas Sarkozy indique qu'il a fait "le pari d'une relance par l'investissement, parce qu'il faut donner du travail aux entreprises, parce que nos entreprises, c'est de l'emploi". Le président de la République souligne qu'il a "mobilisé tout ce qu'il y avait comme projets dans les cartons de l'Etat". Grands chantiers, construction de nouvelles lignes TGV, prêts à taux 0, rénovation de l'ensemble des bâtiments publique pour réduire leur consommation d'énergie, ont par exemple été cités par le Président.

Pas de pause dans les réformes.

Interrogé sur sa volonté de poursuivre ses réformes économiques, Nicolas Sarkozy a déclaré : "La réponse est oui" et il a souligné que l'objectif est "d'avoir le plein emploi lorsque l'on sera sorti de la crise". Pour le chef de l'Etat, "c'est la seule façon de sortir du pays plus fort qu'on y est entré". A propos de la manifestation du 29 janvier, il a ajouté: "Je dois écouter les manifestants, je dois les entendre, mais j'ai un mandat pour que le pays sorte plus compétitif (de la crise) pour obtenir le plein emploi. Ce mandat, le le respecterai".

Le plan de sauvetage n'a pas coûté un centime aux Français.

Le chef de l'État assure que le plan de sauvetage des banques "n'a pas coûté un centime d'euros" aux Français. Il affirme que les 25 milliards d'euros prêtés aux établissements financiers vont rapporter "1,4 milliard d'euros" d'intérêts à la fin de l'année, qu'il "utilisera intégralement pour des mesures sociales pour ceux qui en ont besoin".

"Les Français sont inquiets, je les comprends".

Intervenant ce soir sur trois chaînes de télévision et une radio, Nicolas Sarkozy a déclaré: "Les gens sont inquiets, je les entends, le les comprends", soulignant qu'il s'agit d' "une crise comme on n'en a pas connu depuis un siècle". Il a aussi jugé "normal" que les Français se tournent vers "le premier responsable" du pays.

Le monde 6 février 2009

### **Pour les syndicats, Nicolas Sarkozy n'a rien annoncé "de concret"**

Après l'intervention télévisée du chef de l'Etat, jeudi soir, les syndicats se montrent méfiants et déplorent le manque d'annonces concrètes. L'opposition épingle la suppression de la taxe professionnelle, tandis que l'UMP juge que Nicolas Sarkozy "a fait de l'emploi une priorité".

- **Opposition**

"Je n'ai pas trouvé un président qui savait où il allait, j'ai eu l'impression qu'il était plus hésitant que d'habitude", a déclaré **la première secrétaire du PS, Martine Aubry**, sur RTL vendredi matin. M<sup>me</sup> Aubry a notamment reproché au chef de l'Etat d'avoir renvoyé au 18 février sa rencontre avec les syndicats. "Tous les autres pays ont décidé de relancer la consommation et l'investissement à court terme, le président renvoie au 18 février des négociations, des discussions, des concertations, lui qui sait passer en force quand il faut baisser l'impôt des plus riches, quand il faut essayer de faire travailler le dimanche, quand il faut mettre la justice sous sa coupe."

**Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste.** "Tout change, sauf Nicolas Sarkozy, toujours aussi sûr de lui, toujours aussi sûr des bons choix qui ont été les siens et qui ne change absolument rien à sa politique. Il n'est plus possible de poursuivre avec un président de la République qui ignore à ce point ce qu'est la difficulté, la brutalité et la dureté de la vie quotidienne des Français."

**Claude Bartolone, député PS Saint Denis.** Supprimer de la taxe professionnelle, "ça ne peut pas relancer l'économie". "Si vous enlevez des moyens financiers aux collectivités locales qui représentent à elles seules 75 % de l'investissement public, vous croyez que ça ne va pas donner un sacré coup de ralentissement à l'activité ?"

**Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, radical et citoyen de l'Assemblée.** "Il a fallu que des centaines de milliers de Français descendent dans la rue pour que Nicolas Sarkozy découvre que son plan de relance était injuste et insuffisant. Concrètement, les engagements en faveur des salariés et les contreparties demandées aux entreprises demeurent floues."

**Victorin Lurel, député PS et président du conseil régional de Guadeloupe.** "Le président de la République n'a pas un mot pour la Guadeloupe. Ce silence est méprisant au moment où ce territoire de la République traverse une crise sociale de très grande ampleur, générée par la politique gouvernementale."

**Jean-Paul Huchon, président PS du conseil régional d'Ile-de-France.** Nicolas Sarkozy "désigne comme boucs émissaires les collectivités locales, à qui il supprime leurs ressources, avec l'annonce ex abrupto de la disparition de la taxe professionnelle, sans évidemment proposer une réforme de la fiscalité locale, ni de compensation financière digne de ce nom".

**Jean-Marc Bouvet (PCF).** *"A n'en pas douter, c'est une très forte déception qui domine ce soir chez toutes celles et ceux qui ont écouté le président de la République, et qui fera grandir la mobilisation sociale dans les jours à venir. La seule mesure concrète annoncée face à la crise est la suppression de la taxe professionnelle, c'est à dire un nouveau cadeau aux entreprises. On croit rêver !"*

**Le Parti de gauche,** dans un communiqué. *"Nicolas Sarkozy s'entête et enfume. Il a cherché pendant 90 minutes à profiter de la crise pour justifier sa politique tout en bottant en touche face aux demandes des Français."*

**Marielle de Sarnez, vice-présidente du Modem.** *"J'ai eu le sentiment qu'il y avait un décalage important entre ce que les Français exprimaient ce soir très profondément et puis un discours assez politique, assez rôdé, avec des mots qu'on a déjà entendus."*

**Jean-Marie Le Pen, président du Front national.** *"Il nous a expliqué une fois de plus ce qu'il faut faire pour résoudre les problèmes. Et une fois de plus c'était : demain on rase gratis."*

- **Majorité**

**François Fillon, premier ministre.** *"Nos concitoyens ont vu un président de la République totalement engagé à leurs côtés. Dans l'épreuve, il a fait de l'emploi une priorité. Il a souligné avec force que l'équité et la justice sociale constituaient des composantes essentielles de la mobilisation nationale face à la crise."*

**Xavier Bertrand, le secrétaire général de l'UMP.** Aux "questions directes, précises" des Français, le président de la République a apporté des "réponses directes, précises" et "des propositions fortes". *"Il fallait aussi des solutions nouvelles qui ne sont pas imposées. Elles sont mises en débat mais elle vont trouver leur place dans le rendez-vous du 18 février avec les partenaires sociaux."*

**Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée.** *"Nicolas Sarkozy a su trouver le ton et les mots justes pour rassurer les Français, en expliquant les choix de la France, en remettant notre action en perspective et en traçant la voie des réformes indispensables qu'il nous faut conduire."*

**Patrick Ollier (UMP), président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée.** *"Le président de la République a été extrêmement pédagogue. Il a, avec beaucoup de pugnacité, démontré la pertinence du plan de relance, la pertinence des actions conduites."*

- **Syndicats**

**Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault,** a déclaré vendredi que la CGT allait "poursuivre la mobilisation", dans des formes qui restent à définir. Le patron de la CGT a dénoncé l'absence de mesures concrètes pour le pouvoir d'achat des salariés et l'annonce de la suppression de la taxe professionnelle en 2010.

**Force ouvrière,** dans un communiqué. *"Rien de concret et d'immédiat n'a été annoncé en matière de salaires, d'emploi et de services publics, les trois revendications au cœur de la journée de mobilisation du 29 janvier 2009."* Pour **Jean-Claude Mailly,** *"il n'y a pas d'annonce concrète et immédiate. Tout est renvoyé à des discussions"*.

**La CFDT.** *"Peu de propositions concrètes. C'est une réelle déception au regard des enjeux qui ont été posés par le mouvement du 29 janvier."*

**Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU.** Ce n'est pas "à la hauteur des attentes exprimées par les manifestations" du 29 janvier.

**Bernard van Craeynest (CFE-CGC).** "Il a ouvert beaucoup de pistes, mais il me semble surtout qu'il cherche à gagner du temps. Il y a des choses intéressantes mais sans aucun axe stratégique clair."

**Pierre Khalifa (Solidaires).** "C'est un discours en trompe-l'œil, de dénonciation d'une situation qu'il a lui-même contribué à créer. En même temps, il est assez intelligent pour prendre la mesure du rapport de force et voir que sa politique a été condamnée par les Français, donc il essaie de donner du grain à moudre à la négociation."

Les échos 6 février 2009

### **La CGT déçue par Sarkozy: le Medef "mène huit milliards à zéro"**

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a déploré vendredi l'absence de décisions concrètes du chef de l'Etat pour les salariés, jugeant que "le Medef menait huit milliards à zéro" et qu'il fallait "poursuivre la mobilisation" avant le rendez-vous du 18 février.

"Le 18 c'est le numéro des pompiers... Le 18 février on ne jouera pas le rôle de pompiers, en tout cas, pas la CGT", a prévenu M. Thibault sur Europe 1, réagissant à l'intervention de Nicolas Sarkozy jeudi soir.

Notant "une évolution après une phase où le président de la République décidait de tout de manière unilatérale", il a estimé en revanche que "s'agissant des décisions concrètes, le Medef mène huit milliards à zéro".

"Huit milliards, c'est la suppression de la taxe professionnelle (annoncée pour 2010, ndlr). Par contre s'agissant des revendications des salariés, on renvoie à des discussions ultérieures", a-t-il souligné.

Or, la CGT sait "d'expérience que les discussions avec le gouvernement et le patronat ne sont pas systématiquement synonymes de succès".

"Il est clair qu'il faut poursuivre la mobilisation, sinon on reste dans ce flou", a-t-il poursuivi.

"Tout ce qui peut être fait, avant le 18, dans les entreprises ou les branches professionnelles pour réinsister sur le fait que les salariés exigent des mesures concrètes d'application immédiate, sur la base de la plate-forme des huit syndicats, sera autant de points d'appui lorsque nous nous retrouvons à la table des négociations", a-t-il lancé.

Comme le journaliste évoquait une inflexion du chef de l'Etat, M. Thibault a jugé que "non".

"On ne peut pas à la fois dire, +nous sommes devant une crise précédent+, et dire dans le même mouvement +les réformes que j'ai décidées il y a un an ou six mois, je continue de les faire+", a fait valoir le numéro un de la CGT.

Il a aussi reproché à Nicolas Sarkozy de vouloir agréer le projet de convention d'assurance chômage "approuvé par un seul syndicat sur cinq" car ce faisant, "il prend parti et nous empêche d'obtenir d'autres améliorations", notamment pour les jeunes.

Le parisien 6 février 2009

« **Il faut que les salariés maintiennent la pression** »

**JEAN-CLAUDE MAILLY, secrétaire général de Force ouvrière**

En attendant le rendez-vous du 18 février, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, demande aux salariés de maintenir la pression. Il explique pourquoi.

**Les annonces de Nicolas Sarkozy répondent-elles à vos attentes ?**

16

**Jean-Claude Mailly.** Il n'y a aucune annonce concrète immédiate qui réponde à l'urgence des attentes exprimées le 29 janvier par les salariés.

Tout est renvoyé aux discussions du 18 février. Nous mettrons ce jour-là sur la table les trois questions clés : les salaires, l'emploi et les services publics. Les pistes que Nicolas Sarkozy a évoquées dans le domaine salarial, comme celle d'un meilleur partage du profit, cela ne va vraiment pas aller très loin compte tenu des déclarations du Medef. Pour qu'il y ait des résultats, il faut que les salariés maintiennent la pression.

**Et les mesures fiscales en faveur des classes moyennes ?**

Je ne pense pas que ce soit une bonne formule. Si l'on parle impôt, alors parlons d'une grande réforme de la fiscalité, pour que l'impôt soit plus juste. Ce qui suppose par exemple une réduction des impôts indirects. On ne prend pas des décisions par à-coup sur un sujet comme celui-là. Le meilleur moyen d'améliorer le pouvoir d'achat, y compris pour les classes moyennes, c'est par les salaires. Nicolas Sarkozy dit lui-même que le compte n'y est pas.

**Nicolas Sarkozy juge l'indemnisation des jeunes insuffisante. Il va dans le sens de FO ?**

Je suis d'accord avec lui. Mais alors je ne comprends pas pourquoi le président veut agréer la convention d'assurance chômage.

**Allez-vous appeler à une nouvelle action ?**

Les syndicats se retrouvent lundi. Il y a deux façons de faire : ou l'on attend le 18 février et on décide après d'une date ou l'on décide d'ores et déjà d'une date et on voit ce que l'on obtient le 18. La deuxième formule me conviendrait mieux.

La tribune 6 février 2009

**Pouvoir d'achat : Nicolas Sarkozy fera des propositions aux syndicats**

Le chef de l'Etat recevra les partenaires sociaux le 18 février. Il a évoqué la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. La taxe professionnelle sera également supprimée en 2010.

Le chef de l'Etat avait promis qu'il répondrait aux inquiétudes et aux mécontentements populaires, qui s'étaient notamment manifestés le 29 janvier dernier lors de la grande journée de grève. Pendant un peu plus d'une heure et demi jeudi soir, Nicolas Sarkozy a tenté de déminer le terrain social en donnant du grain à moudre aux syndicats, sans toutefois toucher au noyau dur de sa politique économique.

Première annonce: les intérêts des prêts consentis aux banques françaises rapporteront 1,4 milliard d'euros cette année et seront "intégralement" affecté au financement des mesures sociales, a assuré Nicolas Sarkozy.

"J'ai mobilisé potentiellement 320 milliards d'euros pour aider les banques, nous en avons utilisé 25 milliards", a-t-il expliqué. Et cela n'a "pas coûté un centime d'euro".

Le chef de l'Etat a par ailleurs annoncé son intention d'engager des discussions avec les partenaires sociaux, qu'il recevra le 18 février, afin de mettre en place des mesures qui permettrait de redistribuer du pouvoir d'achat, mesures qui manquent dans le plan de relance, basé sur l'investissement. Il a ainsi évoqué la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu et du deuxième tiers, l'augmentation des allocations familiales ou encore la meilleure indemnisation du chômage partiel, passée au début du mois de 50% à 60%. Il demande par ailleurs aux partenaires sociaux de réfléchir au "partage du profit" entre les salariés et les actionnaires, sans quoi "l'Etat prendra ses responsabilités"

17

Pour mettre un terme aux délocalisations et "garder des usines en France", Nicolas Sarkozy a annoncé la suppression de la taxe professionnelle en 2010. "Je ne peux pas dire aux actionnaires pour le coup: ne délocalisez plus, relocalisez, et en même temps leur laisser des charges et des contraintes qui font qu'ils ne s'en sortiront plus", a-t-il expliqué. Une mesure dont le manque à gagner est chiffré à 8 milliards d'euros par an. Des discussions avec les élus locaux auront lieu pour compenser cette perte de recettes fiscales. Des "contreparties" seront demandées aux industriels, a-t-il indiqué, sans donner plus de précisions.

Toujours côté imposition, le chef de l'Etat souhaite l'instauration d'une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) réduite pour tous les produits propres ainsi que sur tous les produits culturels. "Je pense que le système européen sur les TVA n'est pas le bon", a-t-il par ailleurs estimé, en faisant référence à l'unanimité requise pour modifier la TVA sur certains produits. Il s'est par ailleurs montré confiant pour la mise en place d'une TVA à taux réduit sur la restauration.

Face à la hausse des dépenses publiques, Nicolas Sarkozy a maintenu son objectif de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. "Pour financer la dépense publique, il faut des impôts", a-t-il expliqué, ajoutant qu'il se refusait à les augmenter. Il n'engagera donc "pas de dépenses publiques supplémentaires". Selon lui, on reviendra ainsi "au même nombre de fonctionnaires qu'en 1992", quand François Mitterrand était président. "Je n'ai pas le souvenir que la France était alors sous-administrée", a-t-il argué.

Au niveau mondial, Nicolas Sarkozy souhaite "refonder le capitalisme mondial", en plaidant pour une position commune des Vingt-sept pays de l'Union européenne lors du prochain G20 à Londres en avril. Le chef de l'Etat a notamment évoqué un meilleur contrôle des établissements financiers, notamment des fonds spéculatifs, les hedge funds, ou encore des agences de notations, dont le travail a été "détestable". Autres questions à trancher: les rémunérations des traders, la régulation mondiale des marchés, la transparence dans les paradis fiscaux. "Ça nous mènera à nous poser des questions sur nos relations avec Andorre et Monaco".

Les réactions ont été nombreuses dans la foulée de l'intervention du chef de l'Etat. En voici les principales

### **Du côté des représentants syndicaux**

Jean-Claude Mailly : "il n'y a pas d'annonce concrète et immédiate. Tout est renvoyé à des discussions". Pour cette raison également, Marcel Grignard (CFDT) a exprimé sa "déception". Le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri a jugé que ce n'était pas "à la hauteur des attentes exprimées par les manifestations" du 29 janvier. Bernard van Craeynest (CGC) a reproché à Nicolas Sarkozy de "chercher à gagner du temps". La CFTC l'a soupçonné "de botter en touche". Au nom de la CGT, Bernard Thibault ne devait réagir que vendredi matin.

## Du côté des formations politiques

Le secrétaire d'Etat à la Défense et aux anciens combattants, Jean-Marie Bockel, président de la Gauche moderne (GM), petit parti allié à l'UMP: En disant clairement "Pour les salariés le compte n'y est pas, Nicolas Sarkozy a montré que la réforme et la justice pouvaient aller de pair".

Pour Jean-Marie Le Pen, président du Front national (FN): "Il nous a expliqué une fois de plus ce qu'il faut faire pour résoudre les problèmes (...) Et une fois de plus c'était : demain on rase gratis.

Pour Jean-Christophe Cambadélis, député PS de Paris: "Nicolas Sarkozy maintient le cap sur l'essentiel, propose des suggestions sur le superflu. Le président de la République a mis à côté de la plaque en maintenant sa ligne alors que tout change".

Pour Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller de Lutte ouvrière (LO): "Ceux parmi les travailleurs, les chômeurs, les retraités, qui n'attendaient rien du discours de Sarkozy ce soir n'auront pas été déçus. Sarkozy n'avait rien à leur dire, si ce n'est quelques mots hypocrites de compassion".

Pour Maurice Leroy, porte-parole du Nouveau Centre: Nicolas Sarkozy, "refusant le renoncement a redessiné ce soir pour les Français un horizon politique", avec "volonté", "détermination" et "pédagogie".

Enfin, pour Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée: "Le président n'a pas seulement eu un tardif éclair de lucidité, il a donné raison à ce que nous n'avons cessé de dire et de promouvoir: une relance fondée sur un nouveau modèle de partage et de développement: emploi, pouvoir d'achat, investissement"

Quant au sein de sa majorité, Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée a déclaré: "Nicolas Sarkozy a su trouver le ton et les mots justes pour rassurer les Français, en expliquant les choix de la France, en remettant notre action en perspective et en traçant la voie des réformes indispensables qu'il nous faut conduire".

Pour sa part, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, a estimé qu'il y avait eu "des réponses et des propositions précises" face à la crise. Aux "questions directes, précises" des Français, le président de la République a apporté des "réponses directes, précises" et "des propositions fortes", a déclaré Xavier Bertrand, qui a suivi l'interview du chef de l'Etat depuis le siège national, rue La Boétie, entouré de la quasi-totalité des ministres membres de la direction de l'UMP. "La volonté est claire, c'est une mobilisation totale pour l'emploi, en faveur des salariés, notamment ceux que l'on appelle les classes moyennes et qui gagnent le SMIC", ou "un peu plus", et "qui n'arrivent pas à s'en sortir, a-t-il ajouté.

Enfin, François Fillon, Premier ministre a vu jeudi soir dans Nicolas Sarkozy un président "totalement engagé" aux côtés des Français, qui les a invités "à affronter" la crise "avec lucidité et solidarité" et en réaffirmant la poursuite des réformes. Il "a invité nos concitoyens à affronter la crise avec lucidité et solidarité", ajoute-t-il. "Dans l'épreuve", dit encore François Fillon, "il a fait de l'emploi une priorité. Il a souligné avec force que l'équité et la justice sociale constituaient des composantes essentielles de la mobilisation nationale face à la crise, créant ainsi les conditions d'un dialogue social approfondi". "Il a rappelé que la poursuite des réformes était la condition de notre redressement et que seule une politique de relance fondée sur l'investissement pouvait protéger nos emplois, stimuler l'économie et garantir la signature de la France", estime également le chef du gouvernement dans son communiqué.

## Eiffage en baisse, la croissance a ralenti au quatrième trimestre

Le groupe a connu une hausse des ventes deux fois inférieure à celle de son grand concurrent Vinci. Le quatrième trimestre a même subi un recul de l'activité.

Dans le match entre les deux champions français du BTP et des concessions, c'est le leader *Vinci* qui l'a emporté en 2008 en terme de croissance des ventes puisque son concurrent Eiffage a enregistré une hausse moitié moindre que la sienne : +5% avec 13,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Surtout, le quatrième trimestre a marqué une nette inflexion avec une baisse des facturations de 7,6% (7,1% hors effets de périmètre) à 3,316 milliards d'euros.

Pas d'inquiétude pour l'avenir toutefois puisque Eiffage a vu croître l'an dernier son carnet de commandes de 6,1% et qu'il atteint ainsi 10,4 milliards d'euros. De quoi tenir au cours des prochains trimestres.

En Bourse, le titre accuse un repli de 1,29% à 37,17 euros.